

La vie politique serait en panne selon les intervenants

Publié par Mohamed Aswab le 26-04-2010 à 09:20

Numéro de parution 2163



Selon les intervenants à la conférence du Centre Lahcen Lyoussi, vendredi 23 avril, à Casablanca, la vie politique serait en panne.

La classe politique marocaine plaide pour la reconsidération de l'acteur politique. C'est ce qui ressort d'une conférence organisée, vendredi 23 avril, par le Centre Lahcen Lyoussi pour les études et recherches politiques à Casablanca. La conférence, tenue sous le thème «Le Maroc politique en question», a été l'occasion pour des acteurs politiques de diverses sensibilités de débattre des avancées et des dysfonctionnements qui marquent actuellement le processus démocratique au Maroc. Dans le cadre de la présentation de la plateforme de la discussion, Mohamed Ouzine, coordonnateur de la commission d'organisation de la conférence, a posé la question «de savoir si la dynamique en cours, entre regroupements, fusions et alliances, et cette recherche manifeste d'une polarisation politique que les formations partisans doivent gérer et intégrer, voire subir, sont-elles à même d'engendrer le changement escompté?». Les acteurs politiques présents lors de cette conférence ont exprimé leurs avis à propos de cette question. «Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui au Maroc qu'il n'y a pas eu de changement majeur. Mais, il faut dire aussi que le lourd héritage du passé plane toujours sur le champ politique national. La reconsidération de l'action politique passe nécessairement par le dépassement de cet héritage», a affirmé Aïcha Qorch, membre du bureau politique du PPS, notant que «les partis politiques sont appelés aujourd'hui à se pencher davantage sur les projets à même de garantir l'amélioration de la pratique politique». «Le changement ne peut nullement être décrété. Le changement provient de la volonté ferme des acteurs politiques», a expliqué, pour sa part, Hassan Benaddi, président du conseil national du PAM. «Certes, le rapport du cinquantenaire du développement humain met en exergue l'énorme progrès réalisé dans le domaine de la gestion des choses. Toutefois, plusieurs problèmes persistent toujours en ce qui concerne la gestion des hommes», a-t-il indiqué, appelant à l'enracinement de la pratique démocratique pour remédier à cette situation. De son côté, Lahcen Daoudi, secrétaire général-adjoint du PJD, a mis l'accent sur «le long fossé qui sépare les discours des dirigeants des partis politiques de la réalité de l'action politique». M. Daoudi a ajouté que «les pratiques malsaines qui persistent toujours sont responsables du manque de clarté dans le paysage politique pour le citoyen», citant «les alliances au forceps» et «les pratiques déloyales qui entachent souvent l'opération électorale». «Aujourd'hui, l'opinion publique demande que les partis politiques soient plus proches des citoyens. Elle demande aussi des élus intègres et voués à la réalisation de l'intérêt général, le renouvellement des élites et l'intégration des jeunes. Ainsi, et avant de parler d'alliances ou de rapprochements, on ne peut pas parler de réformes si nous ne revoyons pas le cadre juridique et politique régissant l'opération électorale, à savoir le code électoral», a souligné, pour sa part, Mohand Laenser, secrétaire général du MP. Mohamed Tamaldou, membre du bureau politique de l'UC, a indiqué, quant à lui, que «la reconsidération des acteurs politiques dans l'état actuel des choses requiert une importance capitale». «La démocratie réelle n'est pas concevable avec la présence de partis politiques faibles. Car la démocratie incarne avant tout le courage de la proposition et l'audace de l'opinion», a-t-il souligné. «Le champ partisan au Maroc ressemble à un tableau dont les couleurs sont contradictoires et surtout pas homogènes. Ceci est dû essentiellement à l'absence de la culture politique. Ce problème se répercute sur la scène politique dans son ensemble», a noté, de son côté, Mohamed Saâd Alami, membre du comité exécutif du parti de l'Istiqlal, mettant l'accent sur la nécessité de l'élaboration d'une «charte politique et morale de la démocratie» à même de garantir la reconsidération de l'acteur politique. «Nous ne pouvons pas dire aujourd'hui que la société marocaine est dépolitisée. Je pense que l'abstention des citoyens lors des

élections n'est nullement un indice négatif. Bien au contraire, il s'agit d'un message fort à l'Etat et aux partis politiques. Le contenu de ce message est clair. Il est urgent de sauver l'action politique», a précisé Habib El Malki, membre du bureau politique de l'USFP. Il a appelé, dans ce sens, à «l'élaboration, à travers un débat profond, d'un plan national visant la promotion de l'action politique». Mohamed Aujar, membre du bureau politique du RNI, a noté, quant à lui, que «l'action politique est en panne». «Les partis politiques constituent actuellement la partie la plus faible de la scène politique nationale. Le citoyen ne fera le déplacement le jour des élections pour voter ses représentants que s'il estimera que son acte a une valeur concrète. Or, aujourd'hui on constate que l'acte électoral est dénaturé. Il est temps de mettre fin à l'absurdité politique», a-t-il dit, ajoutant qu'il faut «s'armer d'une forte et ferme volonté politique pour dépasser cette situation». Commentant les interventions des dirigeants politiques lors de cette conférence, Abdelmalek Kettani, président de l'Association Alternatives, a affirmé que «les politiques continuent de tenir un discours effarant qui se répète». Il a noté que «la pratique politique des partis est devenue rattachée aux échéances électorales». M. Kettani a appelé à la mise en place d'une méthode pour améliorer la pratique politique à travers trois éléments capitaux : «la philosophie politique des partis, la stratégie de l'action politique et la tactique de planification périodique».

Cet article provient du Quotidien Aujourd'hui Le Maroc: <http://www.ajourd'hui.ma>

URL de cet article: <http://www.ajourd'hui.ma/couverture-details75504.html>